



Assemblée générale

Soixante-dixième session

Documents officiels

Distr. générale
13 novembre 2015
Français
Original : anglais

Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

Compte rendu analytique de la 4^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 12 octobre 2015, à 10 heures

Président : M. Aljarrah (Vice-Président) (Koweït)

Sommaire

Point 63 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de
l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*Territoires ne faisant pas l'objet
d'autres points de l'ordre du jour*) (suite)

Audition des pétitionnaires (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

15-17639X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M. Bowler (Malawi), M. Aljarrah (Koweït), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 63 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*Territoires ne faisant pas l'objet d'autres points de l'ordre du jour*) (*suite*)

Audition des pétitionnaires (suite)

1. **Le Président** déclare que, conformément à la pratique habituelle de la Commission, les pétitionnaires vont être invités à prendre place à la table des pétitionnaires et qu'ils vont tous se retirer après leur déclaration. Il rappelle aux orateurs qu'ils sont tenus d'observer les règles du décorum, de s'abstenir de formuler des observations personnelles et de ne pas s'écarter des questions à l'examen.

Question du Sahara occidental (suite) (A/C.4/70/7)

2. **M. Strömdahl** (Föreningen Västsahara) déclare que la Suède, cherchant à mettre fin à l'occupation militaire brutale du Sahara occidental, a reconnu la République arabe sahraouie démocratique comme première étape vers le retour des réfugiés sahraouis des camps dans leur propre patrie. Bien que l'Union africaine et plus de 50 États aient reconnu la République arabe sahraouie démocratique, aucun autre État occidental ne l'a encore reconnue. L'Union européenne est plus intéressée par son commerce lucratif de poissons, pétrole et phosphates avec le Maroc.

3. La réaction de l'occupant royal à la décision de la Suède est instructive. Le Maroc a annulé l'ouverture d'entreprises reliées à la Suède; a menacé de boycotter toutes les sociétés suédoises, notamment Volvo, Ericsson et H&M; a dépêché de larges délégations politiques à Stockholm afin de convaincre les hommes politiques et les organisations non gouvernementales suédoises que le Sahara occidental n'existait pas et n'était qu'une région occidentale du Royaume; et a ordonné aux Marocains en Europe et au Maroc de protester à Rabat et à Stockholm contre l'appui de la Suède au Sahara occidental. L'indignation du Maroc prouve l'importance que revêt la question du Sahara occidental et l'étendue de la répression contre les activistes sahraouis et le Front populaire

pour la libération de la Saguia el-Hamra et du Río de Oro (Front Polisario). Ces actes contre la Suède ne sont rien par rapport à ce qu'il fait subir au peuple occupé. La réaction du Maroc signifie également que la Suède, qui refuse d'être terrorisée, ne changera certainement pas sa politique à l'égard du Sahara occidental; pas plus qu'aucun autre État. Le pétitionnaire prie la communauté internationale de se joindre au mouvement de reconnaissance.

4. **M. Custers** [Groupe de recherches pour une stratégie économique alternative (GRESEA)] déclare que le Maroc, qui contrôle l'extraction des phosphates au Sahara occidental par l'intermédiaire de la société étatique Office Chérifien des Phosphates (OCP), possède les trois quarts des réserves mondiales de phosphates et en est le troisième producteur mondial. Il n'existe pas de substitut pour les phosphates, qui sont utilisés pour la production d'engrais et l'alimentation végétale et revêtent une importance cruciale pour l'agriculture mondiale. Ils ne peuvent pas être recyclés et sont par conséquent une ressource non renouvelable.

5. Le Maroc considère le Sahara occidental comme une de ses provinces du sud et a toujours présenté les données du Territoire comme étant des données marocaines. Le Maroc s'est approprié le droit d'exploiter Bu Kraa, le seul site d'extraction de phosphates au Sahara occidental, qu'il avait acquis des anciens administrateurs coloniaux espagnols. L'OCP a pour stratégie de valoriser ses atouts au Maroc tout en maintenant qu'une capacité de production au Sahara occidental. Sur ses soi-disant trois unités génératrices de revenus, les deux branches au Maroc sont devenues des pôles industriels intégrés, alors que Bu Kraa demeure une mine produisant des matières premières destinées à l'exportation par Laâyoune.

6. Le peuple considère illégale l'exploitation minière continue à Bu Kraa. Bien que le Maroc ait acquis de l'Espagne les droits miniers au Sahara occidental, la souveraineté permanente sur les ressources naturelles du Sahara occidental appartient à son peuple. Une solution possible serait d'imposer un moratoire, tactique que les communautés locales ont utilisée avec succès en Bolivie pour soutirer le contrôle de l'extraction du lithium d'intérêts étrangers.

7. **M^{me} Huff** (Teach the Children International) déclare qu'il n'y a simplement pas suffisamment de nourriture pour les personnes dans les camps de Tindouf, qui ont besoin d'une aide humanitaire. En

1999, lors de sa première visite dans les camps, elle s'est vu demander de l'aide par le Front Polisario. Au cours des sept années suivantes, elle a facilité l'envoi par voie maritime de plus de 30 conteneurs d'aide, convaincue qu'ils arriveraient et seraient distribués en toute sécurité. Des années plus tard, elle a découvert qu'un conteneur de fauteuils roulants spécialisés avait disparu et n'a pas pu vérifier l'arrivée d'autres conteneurs. Elle a finalement décidé de ne plus rien envoyer du fait qu'une part trop importante de l'aide avait disparu. Compte tenu de son expérience, elle est passée d'un appui au Front Polisario à la conviction que le plan de réinstallation autonome offert par le Maroc était une solution fiable et crédible à la question du Sahara occidental. Lorsque l'Office européen de lutte antifraude a publié ses conclusions en avril 2015, elle a été encore plus attristée de constater que sa confiance dans le Front Polisario avait été erronée : il était enfin reconnu avec certitude que de larges quantités d'aide humanitaire avaient été vendues au marché noir, très probablement détournées au port d'Oran en Algérie. Les preuves recueillies par l'Office européen de lutte antifraude entre 2003 et 2006 montrent que les détournements ont été exécutés par certains dirigeants du Front Polisario qui en ont bénéficié.

8. Le fait que le Front Polisario ait vendu l'aide humanitaire destinée aux camps de Tindouf montre son mépris flagrant pour les personnes mêmes qu'il utilise pour faire une déclaration politique au monde. Cela a eu de terribles conséquences pour les enfants du camp de Dakhla qui avaient besoin de nourriture ou d'un fauteuil roulant. La communauté internationale ne doit pas permettre la poursuite de cette situation non résolue, ce qui ne ferait que permettre à plus d'opportunistes de profiter du peuple qu'elle s'efforce d'aider.

9. **M^{me} Pearson** (Protected Future) déclare que l'on soutienne le point de vue du Maroc ou du Front Polisario sur la question du Sahara occidental, il faut convenir que les conditions de vie des Sahraouis dans les camps de Tindouf sont inadéquates et inacceptables et qu'il existe d'amples ressources pour les aider à retourner dans leurs familles et à mener des vies civilisées.

10. La communauté internationale n'ignore plus le sort des victimes vivant dans ces camps. Les appeler réfugiés est une insulte aux véritables réfugiés et permet à ceux qui les retiennent prisonniers d'exploiter

l'aide humanitaire envoyée au profit d'une population dont le nombre, exagéré, est communiqué par les intéressés eux-mêmes et non confirmé. L'aide excédentaire est illégalement et frauduleusement détournée aux fins du terrorisme mondial, ce qui crée un marché noir bien approvisionné qui met tout le monde en danger. Les Sahraouis ne sont pas des réfugiés, mais des prisonniers sans papiers.

11. Tous les ans, les membres de la Commission entendent des témoignages et sont incapables de mettre fin aux souffrances des populations dans le désert. En 2014, ils ont entendu des témoignages de femmes évadées qui ont témoigné de la brutalité dans les camps des familles qui ont révélé que certains de leurs membres avaient été tués lors de visites à l'extérieur ou après avoir dénoncé des abus, de filles sahraouies qui ont signalé qu'elles étaient régulièrement violées et utilisées aux fins de procréation, et de jeunes hommes recrutés par des groupes terroristes régionaux. En 2015, le Conseil de sécurité lui-même a confirmé que l'aide humanitaire destinée aux réfugiés avait en fin de compte bénéficié à des groupes extrémistes.

12. Il incombe aux Nations Unies de remédier au problème des camps. La Commission dans son ensemble n'ayant pas accompli cette mission, chaque membre individuel a la responsabilité d'exercer son influence personnelle pour parvenir à des changements. Les atrocités dont sont victimes les Sahraouis ne peuvent plus être attribuées à un Maroc autrefois oppressif ou à leurs ravisseurs violents et bien rémunérés du Front Polisario, car elles peuvent maintenant être attribuées à leurs gardiens des Nations Unies, qui détiennent la clé de leur libération. Les États Membres doivent limiter le rayonnement des groupes terroristes et mettre fin au marché noir d'êtres humains et de ressources qui alimentent leurs opérations.

13. L'ONU a plusieurs options pour résoudre le conflit de longue date au Sahara occidental; ses décisions ne doivent pas forcément satisfaire l'Algérie, le Maroc ou le Front Polisario, mais doivent permettre de libérer ces prisonniers silencieux. M^{me} Pearson prie l'Organisation de considérer le plan d'autonomie du Maroc comme une option viable et de démanteler les camps, de fournir à leurs habitants un passage protégé vers la destination de leur choix et de s'assurer le concours des organisations humanitaires dans le processus de réinstallation. Il est temps que les Nations Unies entrent dans l'histoire, détruisent les

murs de la captivité et libèrent les mères, pères, fils et filles du Sahara occidental.

14. **M. Bessedik** (Algérie) déclare que si la déclaration de M^{me} Pearson avait été objective, elle aurait inclus une description de la situation au Sahara occidental ainsi que dans les camps de réfugiés. Si la situation est telle qu'elle l'a décrite – un grand nombre de ressources ne parvenant pas aux réfugiés vivant dans les camps, auxquels elle refuse le statut de réfugiés, et la présence de terroristes dans les camps – il se demande, vu les travaux réalisés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial et plusieurs autres institutions des Nations Unies, si elle montre du doigt le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui se rendent régulièrement sur le Territoire et dans les camps. Il désire éclaircir les contradictions entre la déclaration de M^{me} Pearson et la réalité sur le terrain.

15. **M^{me} Pearson** (Protected Future) dit qu'elle a résumé des témoignages que la Commission avait déjà entendus. Elle demande pourquoi le recensement a été refusé dans les camps et pourquoi le représentant algérien fait objection à sa déclaration avec tant de véhémence, ne voyant pas ce l'Algérie aurait à perdre.

16. **M. Bessedik** (Algérie) déclare qu'il n'a pas reçu une réponse claire à sa question et qu'il n'est pas sûr que la pétitionnaire soit là pour fournir des informations ou pour répondre aux questions des membres de la Commission.

17. **M^{me} Pearson** (Protected Future) dit qu'elle a peut-être mal compris la question. Elle demande à nouveau pourquoi il n'a été procédé à aucun recensement dans les camps. Les informations qu'elle a fournies sont ouvertes et publiques et comprennent le propre rapport du Conseil de sécurité.

18. **M^{me} Eads** (Capitol Hill Prayer Partners) dit que bien qu'elle n'ait jamais visité les camps de réfugiés à Tindouf (Algérie), elle a fait sienne la cause des réfugiés sahraouis et a travaillé en étroite collaboration avec ceux qui s'efforcent de voir les Sahraouis retourner dans leur patrie. Elle a rendu visite à des membres du Congrès, des ambassadeurs et des dirigeants clés aux États-Unis, les priant d'agir au nom d'un peuple qui ne peut pas s'exprimer lui-même. La question n'est pas seulement profondément préoccupante pour les Sahraouis, mais également pour

le monde entier. Elle félicite l'ONU pour tout ce qu'elle a fait pour mettre fin à la séparation des familles et des enfants. Cependant, l'Organisation, incapable de déterminer qui pourrait voter si un référendum devait avoir lieu au Sahara occidental, a jugé qu'un référendum était impossible pour de nombreuses raisons, notamment le fait qu'un recensement n'avait jamais été permis dans les camps. L'Organisation des Nations Unies ne peut pas aller au-delà de la volonté du peuple en décidant à sa place qui peut voter. Elle doit prendre en considération le plan d'autonomie proposé par le Maroc, qui a été décrit par le Conseil de sécurité comme étant une option fiable, sérieuse et crédible pour résoudre le problème du Sahara occidental.

19. **M^{me} Sams** (Antioch Community Church) déclare que l'Organisation des Nations Unies a conclu que le référendum prévu ne pourrait jamais avoir lieu au Sahara occidental sans la coopération volontaire des deux parties au différend et sans leur volonté de parvenir à un compromis sur certaines des questions en cause. Les personnes les plus vulnérables sont les enfants sahraouis vivant dans les camps de Tindouf en Algérie; et la Commission doit prendre en considération le sort des jeunes réfugiés qui ont peu de possibilités d'obtenir une bonne éducation et un travail qui assurerait leur avenir et celui de leur famille. L'Organisation a depuis longtemps demandé qu'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable soit trouvée à la question du Sahara occidental et a persévéré pendant des années pour y parvenir. Aujourd'hui, elle doit envisager une autre option, à savoir le plan d'autonomie proposé par le Maroc pour mettre fin aux souffrances des réfugiés dans les camps de Tindouf, considéré comme viable par deux des anciens envoyés personnels et représentants spéciaux du Secrétaire général, et appuyé par le Conseil de sécurité.

20. **M. Björnsson**, s'exprimant en son propre nom, dit qu'il existe une menace croissante d'insécurité dans la région du Sahel, qui s'étend de l'océan Atlantique à la Somalie et où la communauté internationale devrait intervenir davantage pour aider les gouvernements fragiles à lutter contre la terrible pauvreté. Le Sahel est devenu un sanctuaire pour les groupes terroristes islamiques et pour les trafiquants d'êtres humains, d'armes à feu et de drogues qui menacent clairement la sécurité internationale et régionale. Des groupes criminels organisés se livrent à des activités terroristes

et à la traite transfrontière ont cherché à tirer profit de l'isolement des camps de Tindouf pour y recruter activement. Selon des rapports des médias, il existe un danger croissant de radicalisation dans les camps de réfugiés administrés par le Front Polisario. Le terrorisme et le séparatisme sont à l'origine d'une croissance phénoménale de la violence et de l'instabilité dans les deux tiers du Mali et sont devenus une menace dans la région. Les crises alimentaires causées par la détérioration de l'environnement, la sécheresse et le mauvais fonctionnement des marchés ont rendu les populations de la région extrêmement vulnérables. Plus récemment, de larges mouvements de réfugiés ont également eu lieu dans les pays voisins.

21. Les Nations Unies devraient s'efforcer de développer la coopération régionale entre tous les pays du Maghreb et du Sahel. À cet égard, le Maroc est la nation la plus sûre et la plus stable de l'Afrique du Nord et du Sahel. Il a récemment entrepris un certain nombre d'importantes initiatives bilatérales, sous-régionales et régionales pour surmonter les défis auxquels fait face la région du Sahel. Il est temps d'éliminer les obstacles et d'établir une coopération et une coordination entre les États du Sahel et du Maghreb et le Maroc devrait recevoir un appui en tant qu'acteur actif, crédible et dévoué à la paix et la stabilité et en tant que partenaire clé dans la lutte contre le terrorisme.

22. Le Maroc devrait également être appuyé pour ses réformes internes dignes d'éloges et pour les progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme. La communauté internationale devrait s'efforcer de préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale, en particulier en parvenant à un règlement politique juste et acceptable du conflit régional au Sahara dans le cadre de la proposition marocaine afin de donner à la population sahraouie son autonomie au sein du Maroc.

23. **M. Diarra** (Mali) dit qu'il regrette que le Président ait permis au pétitionnaire de se référer à son pays, qui n'est en aucune manière relié à la question à l'examen. Il demande au pétitionnaire de retirer ses déclarations sur le Mali qui n'est pas à l'ordre du jour.

24. **Le Président** rappelle aux orateurs de ne pas s'écarter des points de l'ordre du jour à l'examen.

25. **M^{me} Eddarhem** (Membre sahraoui du Parlement marocain) déclare qu'au cours des récentes élections marocaines de septembre 2015, un pourcentage plus élevé de personnes avaient voté dans les provinces

sahraouies que dans le pays dans son ensemble. Il s'agit d'une défaite pour le Front Polisario et le régime militaire algérien, qui avaient tous deux conspiré pour empêcher les Sahraouis de voter en appelant à un boycottage et en encourageant ce qu'ils appellent la « désobéissance civile ». Le manque de succès de ces efforts montre clairement le désir des Sahraouis de faire partie du système démocratique marocain. De nombreuses femmes ont voté et de nombreuses candidates ont été élues grâce à la discrimination positive inscrite dans la nouvelle Constitution marocaine. Les nouvelles mesures de décentralisation et de régionalisation du système politique marocain permettront aux provinces du sud de prendre une plus grande part aux décisions concernant leur propre avenir, notamment la mise en œuvre de la proposition d'autonomie.

26. **M. Lippiatt** (WE International) dit qu'étudiant depuis longtemps la situation au Sahara occidental, il s'est rendu plus de six fois dans les camps de réfugiés de Tindouf avec des délégations du Congrès des États-Unis et diverses organisations non gouvernementales. Les Sahraouies ne sont pas des terroristes; ils veulent un règlement pacifique du différend concernant le Territoire afin de retourner dans leur patrie et doivent être protégées contre les violations délibérées des droits de l'homme commises par le Gouvernement marocain. Un certain nombre d'organisations internationales et plus de 70 nations souveraines ont reconnu le droit à l'autodétermination des Sahraouis, qui ont demandé aux Nations Unies de les aider. La Commission et la communauté internationale doivent faire pression pour donner à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) un mandat pour suivre la situation des droits de l'homme et prendre des dispositions pour organiser le référendum sur l'autodétermination promis depuis longtemps. L'organisation non gouvernementale Human Rights Watch a soutenu qu'une supervision irréprochable de la situation des droits de l'homme par la Mission pourrait prévenir les violations et promouvoir la responsabilisation. De plus, le Front Polisario serait heureux de l'élargissement du mandat aux camps.

27. En tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, le Maroc, a un certain nombre d'obligations en vertu de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que des nombreux traités internationaux relatifs aux droits de

l'homme qu'il a ratifiés et dont les dispositions sont juridiquement contraignantes. Le Gouvernement marocain ne se considère clairement pas liés par ces obligations. Il professe sa croyance dans les droits de l'homme, mais refuse leurs droits aux Sahraouis. La création du Conseil national des droits de l'homme est une farce. Les mécanismes marocains des droits de l'homme ne sont pas indépendants et loin d'être impartiaux et ont déçu le peuple sahraoui. En outre, les visites des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies se sont avérées largement insuffisantes, n'ayant été ni complètes ni constantes. D'après un récent rapport de Human Rights Watch sur des événements de 2014, les autorités marocaines interdisent tout rassemblement public jugé hostile à leur domination contestée, déploient d'importants effectifs de police pour surveiller le Territoire et empêchent les manifestations. Les Sahraouis sont souvent torturés à l'intérieur des prisons et dans les centres de détention secrète, se voient refuser des emplois et une éducation et sont empêchés de pratiquer leurs styles de vie nomadiques traditionnels. Le 6 novembre 2014, le Roi du Maroc a fait une déclaration rejetant d'emblée toute tentative d'élargir le mandat de la MINURSO pour y inclure la supervision de la situation des droits de l'homme, donnant ainsi l'approbation royale aux violations des droits de l'homme et à la répression des aspirations à l'autodétermination. Pendant ce temps-là, la MINURSO est demeurée un témoin silencieux – ou indifférent. La communauté internationale a la responsabilité d'assurer le respect du droit international et du processus de décolonisation des Nations Unies.

28. **M^{me} Daoudi** (Sahara Medias Center) dit qu'elle a parcouru des milliers de kilomètres pour supplier les Nations Unies d'aider les membres de sa famille, tout cela pour être informée que, conformément à la procédure, elle ne pouvait pas mentionner le lieu où ils se trouvaient parce qu'il ne figurait pas sur la liste des 17 Territoires non autonomes relevant du mandat de la Commission. Elle espère avoir mal compris qu'elle, en tant que Sahraouie, n'avait que le droit de parler du Sahara occidental. Malheureusement, la moitié des membres de sa famille, comme toutes les familles sahraouies, est encore emprisonnée hors de la région, non pas sur une autre planète, mais sur un bout de terrain appelé « camps de Tindouf » se trouvant sur le territoire algérien. Elle trouve étonnant de ne pas

pouvoir demander l'assistance de la Commission sans mentionner l'endroit où se trouve sa famille.

29. Tout est fait pour présenter la question de la région du Sahara comme un simple différend concernant la souveraineté sur un Territoire, oubliant l'élément essentiel et les premières victimes de ce conflit, à savoir la population. Tous les rapports du Secrétaire général et de ses envoyés et représentants, de même que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, citent les camps de Tindouf comme un élément fondamental du problème. En outre, un des principaux bureaux de la MINURSO se trouve dans les camps. L'oratrice ne craint pas de le déclarer haut et fort et toute tentative de l'en empêcher serait une raison de plus d'exprimer sa colère.

30. **M. Bessedik** (Algérie), intervenant sur une motion d'ordre, déclare que le langage des Nations Unies est clair et qu'il est intolérable qu'une pétitionnaire s'adresse à un État Membre d'une telle manière dans une salle de conférence. Il invite le Président à la rappeler à l'ordre.

31. **M^{me} Daoudi** (Sahara Medias Center) demande si le Président pourrait demander au représentant de l'Algérie de lui dire quelle formulation elle devrait employer. Elle est venue pour défendre une cause honorable et ne peut pas être censurée. Elle n'a rien dit d'irrespectueux sur la position du représentant de l'Algérie ou de son pays et aimerait être autorisée à continuer. De la même manière qu'il est impossible de parler de sa famille sans parler des camps, il est impossible de parler de la question de la région du Sahara sans souligner le rôle de l'Algérie dans la situation tragique et les souffrances qu'endurent de longue date les familles sahraouies.

32. **M^{me} Lenz** (Not Forgotten International) déclare que, contrairement à nombre des personnes présentes, elle a vécu pendant longtemps avec les Sahraouis dans leurs habitations dans le désert et n'a pas l'intention de parler de statistiques ou politiques, mais de la réalité quotidienne de la population. Elle relate l'histoire d'une fillette sahraouie, Lalia, née avec de l'asthme et de graves problèmes de peau, contrairement à son petit-fils américain du même âge qui est en bonne santé. Déjà fragile, Lalia est décédée à la suite d'une attaque d'asthme du fait du manque de disponibilité de soins médicaux. La situation aurait pu être évitée. Les Sahraouis ne méritent pas d'être les pions de jeux politiques cruels dont l'objectif est d'obtenir puissance

et richesse au détriment des êtres humains qui respectent les règles et s'accrochent à une paix fragile. Trop de familles, trop de Lalia ont payé de leur vie ces manœuvres orchestrées par les nations et les autorités.

33. Tous les ans, la Commission et le Conseil de sécurité réaffirment le droit de Sahraouis à un référendum sur l'autodétermination. Elle prie l'Organisation de fixer une date pour le référendum; de prendre des mesures contre le pillage par le Maroc des ressources naturelles du Sahara occidental, lesquelles appartiennent au peuple sahraoui, conformément à l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte; et de prendre des mesures contre les violations des droits de l'homme au Sahara occidental signalées par toutes les organisations non gouvernementales réputées. Elle demande également que le « mur de la honte » divisant le Territoire soit détruit. Elle plaide pour qu'il soit mis fin au jeu politique.

34. **M^{me} Pfoestl**, s'exprimant en son propre nom en tant que professeur de droit constitutionnel comparé dans une université italienne, déclare que depuis l'éclatement des hostilités entre le Maroc et le Front Polisario, l'Algérie a été un des plus importants acteurs du conflit par son soutien diplomatique, militaire et financier. Il est clair que le conflit n'existerait pas sans la participation de l'Algérie. Compte tenu des tensions postcoloniales entre le Maroc et l'Algérie et de la volonté affichée de l'Algérie d'occuper un rôle de premier plan au niveau régional par une hégémonie territoriale, intégrer le Sahara et le littoral atlantique dans la nouvelle nation représentait un objectif majeur. Le Gouvernement algérien a voulu se servir du Front Polisario comme un moyen légitime de mettre le Maroc en échec et d'inverser éventuellement l'équilibre régional des pouvoirs.

35. **M. Bessedik** (Algérie), intervenant sur une motion d'ordre, dit que la déclaration n'a aucun rapport avec le point de l'ordre du jour à l'examen, qui est la question du Sahara occidental, et il prie le Président de rappeler à la pétitionnaire qu'elle doit se conformer aux directives de la Commission.

36. **M. Laassel** (Maroc), intervenant également sur une motion d'ordre, déclare que la délégation algérienne accapare à nouveau la Commission, comme elle le fait depuis l'ouverture de la session. L'Algérie devrait savoir qu'auditionner les pétitionnaires fait partie du travail de la Commission et lui permet de

mieux comprendre la situation dans les Territoires relevant de son mandat. Le point de l'ordre du jour à l'examen traite des Territoires et des peuples et, à cet égard, la Commission ne peut ignorer la population des camps de Tindouf. Le rapport du Secrétaire général et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité mentionnent les camps de Tindouf et l'orateur pourrait les énumérer sur demande. L'attitude de l'Algérie prouve la responsabilité qui lui incombe dans le différend actuel sur la région du Sahara et ses tentatives d'exclure des pétitionnaires jettent la lumière sur son refus de permettre au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de procéder à un recensement des populations vivant à Tindouf.

37. **M. Bessedik** (Algérie), notant qu'il n'a pas fini d'intervenir sur sa motion d'ordre, dit que la question abordée par le représentant marocain n'est pas l'objectif de la réunion. L'Algérie étant un observateur officiel du processus de règlement, sa délégation n'est pas opposée aux observations faites à cet égard. Toutefois, elle ne tolérera pas les observations qui n'ont pas de rapport avec l'ordre du jour de la réunion et il demande que les orateurs respectent l'ordre du jour.

38. **M. Laassel** (Maroc) dit que bien que l'Algérie veuille donner des leçons sur la conduite des réunions multilatérales, selon le règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Président a la discrétion de permettre des motions d'ordre. Le Maroc respecte la liberté d'expression et la délégation marocaine n'a par conséquent pas interrompu les pétitionnaires, même lorsque des allégations dommageables ont été proférées contre le Maroc.

39. **Le Président** rappelle aux pétitionnaires qu'ils doivent s'abstenir de débattre à l'envi les points qui ne sont pas directement reliés au point de l'ordre du jour.

40. **M^{me} Pfoestl**, reprenant sa déclaration et s'appuyant sur ses 25 années d'expérience en droit international, dit, que lors de la discussion d'un point, il doit être tenu compte de toutes les parties à un conflit. Il est évident que la naissance d'un État ami au Sahara occidental, dirigé par le Front Polisario, servirait davantage les intérêts de l'Algérie et ferait pencher l'équilibre des pouvoirs en faveur de l'Algérie. Il est peu probable que l'Algérie changera sa politique à l'égard du Sahara occidental; toutes les Administrations ont continué à appuyer le Front Polisario, allant même jusqu'à former ses milices et

offrir un territoire pour la réinstallation et la création d'un nouvel État.

41. **M. Haidara** (Fédération mondiale des amis du Sahara marocain) déclare que l'histoire a montré que le Royaume du Maroc avait déployé tous les efforts possibles pour résoudre un conflit qui, attisé par des ambitions impérialiste sur les provinces du sud, se poursuit depuis bien trop longtemps. Il y a eu de nombreux changements depuis la colonisation espagnole, mais il importe de rappeler que le Sahara occidental a toujours fait partie du Maroc, comme le soutiennent les Rois du Maroc passés et présent. En ce qui concerne la question de l'intégrité territoriale, dans une déclaration récente le Roi Mohammed VI a rappelé que les termes de référence et les principes directeurs pour traiter, tant au niveau national qu'international, de la question du Sahara marocain étaient clairement définis et que les faits intervenus par la suite sur la question aux Nations Unies justifiaient la position du pays et prouvaient sa sincérité.

42. La politique de régionalisation avancée instituée par le Roi renforcera le développement local et la participation de la population à la prise de décisions et de mesures pour améliorer le bien-être sociopolitique et économique. L'instauration d'une société démocratique moderne fondée sur l'état de droit, les libertés individuelles et collectives et le développement socio-économique a offert l'espoir d'un avenir meilleur pour la population de la région, a mis fin à la séparation et à l'exil et encouragé la réconciliation. Au cours des récentes élections, le très fort taux de participation des électeurs dans les provinces du sud est la preuve que les Sahraouis ont intérêt à appuyer les mesures prises par le Roi en leur faveur et confirme leur attachement total à la sauvegarde de l'intégrité territoriale de la nation par l'intermédiaire d'une intégration complète au Royaume du Maroc. Ils sont conscients qu'une plus grande décentralisation met les rênes du pouvoir à leur portée, leur permettant de participer aux choix stratégiques concernant les institutions nationales avec le même niveau d'autodétermination dont jouissent toutes les régions du Royaume. La promotion et le développement des provinces du sud, plus qu'une simple possibilité, sont menés à bien grâce à une série de programmes stratégiques et financiers pour la création d'entreprises et d'emploi.

43. **M. Gil Garre** (Global Security Institute) déclare que du point de vue de la sécurité, la seule solution au

différend relatif au Sahara occidental est la proposition marocaine en faveur d'une régionalisation avancée, qui permettrait une autonomie au sein de la seule nation laïque de la région, le Royaume du Maroc. Le Front Polisario est un mouvement dictatorial que les Nations Unies ont admis et essayé de considérer comme le seul représentant des Sahraouis, comme s'ils étaient un tout homogène et tous vivaient sous le joug d'un mouvement qui a surgi artificiellement dans le sillage des blocs politiques des années 1960 et 1970.

44. En maintenant le statu quo sans tenir compte des faits survenus au cours des 50 dernières années, l'Organisation des Nations Unies accroît les frustrations qui, à très court terme, pourraient conduire à la violence dans une région déjà en passe d'être un terrain favorable au terrorisme djihadiste international. Les décisions de l'Organisation – dont chaque État représenté à la Commission est responsable – laissent la porte ouverte à la reprise d'un conflit qui, s'il n'est pas maîtrisé, pourrait avoir de graves conséquences pour la région et la sécurité internationale, et favoriser le terrorisme djihadiste. Ces mêmes prédictions ont été faites dans le cas du Mali, de la Libye et de la République arabe syrienne et sont devenues une réalité dans pratiquement tous les pays qui ont fait l'expérience du mal nommé « printemps arabe ». Le terrorisme a ressurgi dans chaque conflit et des événements récents impliquant des membres du Front Polisario ont confirmé que la même chose arriverait au Sahara occidental.

45. Les Nations Unies ont le pouvoir d'empêcher le terrorisme international de prendre racine dans la région en concentrant l'action internationale sur la proposition de régionalisation. Cela permettrait aux Sahraouis de préserver leur expression culturelle, leur héritage et leur langue au sein du Royaume du Maroc, pays stable qui est attaché à la lutte contre le terrorisme aux côtés de l'Union européenne, en particulier la France et l'Espagne, et des États-Unis. Dans ce contexte, il faut espérer que l'Algérie s'engagera à assurer la stabilité régionale, le développement harmonieux de l'Union du Maghreb arabe et la sécurité de la région euromaghrébine, conformément aux désirs de son propre peuple.

46. **M^{me} Warburg** (Freedom for All) dit que lors de sa visite dans les provinces du sud du Maroc au début de 2015, elle a été frappée par le niveau de vie croissant et les investissements publics et privés notables dans l'infrastructure et les installations

commerciales, notamment des zones industrielles et de nouvelles installations portuaires. Le développement de la pêche et des services a fourni des emplois à des milliers de personnes au niveau local et a amélioré les conditions socio-économiques. La société civile est dynamique, comprend de nombreux groupes et organisations non gouvernementales œuvrant en faveur des droits de l'homme, y compris le parti de l'opposition au Gouvernement marocain et deux associations précédemment interdites, fonctionnant en toute liberté. En outre, dans le cadre de la politique de régionalisation avancée et en tant que première mesure vers l'établissement de l'autonomie dans le Sud, des élections locales et régionales se sont tenues récemment, avec un taux de participation de 80 %, dont une participation particulièrement élevée des jeunes. Des Sahraouis locaux ont été élus à de nouveaux conseils régionaux responsables au niveau local pouvant gérer, élaborer et appliquer leurs propres politiques, et gérer les ressources naturelles locales au bénéfice du peuple sahraoui.

47. Le Maroc a poursuivi ses réformes dans le domaine des droits de l'homme et réformes économiques, judiciaires et sociales et a continué à coopérer pleinement avec les organes des Nations Unies. Les civils ne sont traduits en justice que dans des tribunaux civils. Les bureaux locaux du Conseil national des droits de l'homme à Laâyoune et Dkhala poursuivent leurs enquêtes sur les violations des droits de l'homme, ainsi que leurs travaux dans les prisons et continuent de fournir une assistance aux personnes vulnérables, ce qui leur a valu les félicitations du Secrétaire général.

48. Entre temps, pendant 40 ans des dizaines de milliers d'hommes, femmes et enfants ont vécu dans des conditions déplorables dans les camps de Tindouf, exacerbées par la pauvreté, la faim, la maladie et la brutalité. Les droits de l'homme fondamentaux, notamment la liberté de mouvement et le droit au retour, sont ignorés. Des demandes innombrables de la communauté internationale pour un accès non restreint aux camps de Tindouf et pour un recensement des habitants demeurent sans réponse, ce qui a facilité le détournement de l'aide humanitaire par le Front Polisario et les responsables algériens. La région de Tindouf, envahie par des groupes criminels et terroristes et devenue un centre de traite de toutes sortes, est de plus en plus instable et dangereuse. Des sources sahraouies ont informé un journal italien que

Boko Haram recrutait des combattants des camps de Tindouf et y maintenait en captivité quelque 100 jeunes femmes kidnappées.

49. Le plan d'autonomie du Maroc sérieux et crédible demeure la meilleure solution au conflit. L'optimisme et le dynamisme des provinces du sud du Maroc constituent un contraste frappant avec le profond découragement et le désespoir à Tindouf. Freedom for All réclame que des mesures fermes visant la fermeture des camps soient prises.

50. **M^{me} Stame Cervone** (Internazionale Femminile Democratica di Centro) dit qu'elle prend à nouveau la parole devant la Commission pour demander à la communauté internationale de mettre fin aux souffrances des femmes et des enfants dans les camps de Tindouf.

51. **Le Président** demande à la pétitionnaire de restreindre ses observations au point de l'ordre du jour à l'examen.

52. **M^{me} Stame Cervone** (Internazionale Femminile Democratica di Centro) dit que dans sa quête de la justice pour la population de ces camps elle s'est rendue dans le Sud du Maroc pour rencontrer des évadés, principalement des femmes, qui avaient été victimes de violations des droits de l'homme, de conditions de vie extrêmes et du traumatisme psychologique de voir leurs enfants déportés vers des pays éloignés où ils subissaient un lavage de cerveau visant à leur insuffler une haine pour le Maroc. Dans une zone désertique privée de conditions propices à une vie digne, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, ces femmes ont été soumises à des horreurs quotidiennes : violences sexuelles, grossesses forcées et même esclavage. Plusieurs des évadées, dont de nombreuses femmes de couleur, ont décrit la manière dont leur « propriétaire » les exploitait, en les vendant ou en les forçant à se marier, avec l'accord des juges du Front Polisario.

53. Les droits des femmes des provinces du sud du Maroc sont garantis et protégés par la législation nationale. Leurs sœurs des camps de Tindouf demandent à la communauté internationale d'intervenir rapidement pour mettre fin aux violations dans les camps. Le Secrétaire général des Nations Unies et toutes les organisations internationales doivent intervenir pour que les femmes et les innocents détenus

dans les camps soient libérés du joug du Front Polisario dans le désert algérien.

54. **M. Ayachi** (Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui) dit que son organisation est profondément préoccupée car malgré de nombreuses dénonciations fiables et les rapports répétés d'organisations multilatérales respectables, d'organisations non gouvernementales et d'observateurs internationaux, le Maroc continue de violer les droits de l'homme au Sahara occidental, territoire dont l'administration ne lui a pas été confiée que personne ne lui a donné le mandat de l'administrer. La terreur quotidienne qu'exercent délibérément les forces armées et les autorités marocaines sur la population sahraouie vise à l'intimider et à la forcer au silence afin qu'elle renonce à revendiquer son droit légitime à la liberté et la dignité. Il existe des preuves irréfutables d'agressions quotidiennes, d'arrestations arbitraires, de torture, de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires. Le Maroc, clairement identifié comme étant l'auteur de ces violations des droits de l'homme, a cherché à supprimer la liberté d'expression et a refusé l'accès aux observateurs internationaux afin de maintenir le silence des médias et de poursuivre ses violations à huis clos.

55. En signant le cessez-le-feu en 1991, la partie sahraouie a exprimé sa confiance dans les Nations Unies, qui avaient élaboré un plan de règlement prévoyant la tenue d'un référendum l'année suivante et avait créé la MINURSO à cette fin. Vingt-trois ans plus tard, le référendum n'a toujours pas eu lieu du fait des manœuvres dilatoires des autorités marocaines, de leur arrogance et entêtement et de leur mépris de la communauté internationale.

56. Il est temps de mettre fin aux souffrances des Sahraouis. L'Organisation des Nations Unies doit appliquer ses principes de décolonisation et respecter ses engagements envers le peuple sahraoui. Elle doit élargir le mandat de la MINURSO pour que celle-ci puisse faire respecter les droits de l'homme et organiser le plus tôt possible le référendum, conformément aux résolutions pertinentes et au plan de règlement des Nations Unies.

57. **M. El Mokhtar El Kantaoui** (Association marocaine pour le développement d'Oued Eddahab-Lagouira) dit que pendant plus de quatre décennies, les résidents des camps de Tindouf ont vécu dans des tentes dans un climat inhospitalier où les températures peuvent passer

de 50° C à moins 0° C. Si ces personnes sont réellement des réfugiés, pourquoi l'Algérie a-t-elle refusé au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de les recenser, de leur délivrer des cartes d'identité et de leur fournir une assistance? Il est clair que le pays hôte exagère le nombre de réfugiés afin d'obtenir plus d'aide pour le Front Polisario et de la détourner à ses propres fins. Les autorités algériennes dissimulent la misère dans laquelle vivent les habitants des camps et le fait qu'elles privent les Sahraouis de travail en faisant venir clandestinement des travailleurs sans papiers de zones situées plus au sud, en violation des dispositions relatives à l'emploi rémunéré des réfugiés figurant aux articles 17 à 19 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Le pays hôte exploite le Sahara occidental commercialement et politiquement et attaque l'intégrité territoriale du Maroc, tout en prétendant hypocritement défendre ce qu'il appelle « le peuple sahraoui ». L'orateur demande à la Commission de faire davantage pression sur les autorités algériennes pour permettre aux résidents des camps de Tindouf d'être recensés et recevoir des cartes de réfugiés.

58. **M. Assor** (Surrey Three Faiths Forum) déclare qu'une fois de plus l'Organisation des Nations Unies n'a pas pris en compte les plus anciens prisonniers politiques du monde : ceux qui sont détenus par le Front Polisario dans les camps de Tindouf. Il se demande si le silence des Nations Unies sur une situation où interviennent torture et famine signifie qu'elles approuvent l'impunité dont jouissent les individus responsables de cet état de choses lamentable qui se poursuit. Selon le flot incessant d'informations accablantes provenant des camps, la santé des habitants se détériore et les malades sont privés de traitements de base. L'aide humanitaire étant détournée, la malnutrition prévaut; à de nombreuses occasions, le Surrey Three Faiths Forum a dénoncé le détournement de l'aide humanitaire par les geôliers et les personnes qui les parrainent pour leur propre profit, ce qui leur permet de festoyer alors que leurs captifs sont affamés. L'esclavage continue d'être une pratique acceptée.

59. Ces malheureux privés de leurs droits de l'homme fondamentaux dans les camps doivent avoir le droit de choisir et de rentrer dans leur cher pays, le Maroc, pour rejoindre leurs familles qui les attendent. L'Organisation des Nations Unies détient la clé de la solution et, surmontant son inaction, doit ouvrir la porte à la justice et répondre aux aspirations, en

atténuant les souffrances de milliers de personnes et en mettant fin aux séparations illégales et immorales. Dans le cas contraire, le coût serait incalculable en termes de vulnérabilité et de radicalisation et cela donnerait à penser que l'Organisation n'accorde plus la même importance à la protection des droits de l'homme qu'auparavant.

60. **M. Mahraoui** [Royal Advisory Council for Saharan Affairs (CORCAS)], prenant la parole en son propre nom en qualité de Marocain, dit que les Sahraouis vivant dans les camps de Tindouf demandent l'aide de l'Organisation des Nations Unies. Pendant les 40 dernières années, les groupes séparatistes armés du Front Polisario, représentant autoproclamé des Sahraouis, ont aboli les droits des personnes vivant dans les camps, dictant et imposant des lois, manipulant les populations et les soumettant à toutes formes de violence. Les droits de l'homme les plus fondamentaux des Sahraouis (vie dans la dignité, liberté d'expression et liberté de mouvement) sont malmenés, et personne n'est à l'abri. Avec la propagation de la pauvreté et de l'insécurité, la malnutrition touche les femmes, les enfants et les personnes âgées, en grande partie du fait du détournement de l'aide internationale par le Front Polisario et ses complices algériens, qui ont fait commerce de la pauvreté. Il convient seulement de consulter le dernier rapport de l'Office européen de lutte antifraude pour se faire une idée de l'ampleur de ces détournements. Le Gouvernement algérien a rendu le contrôle de l'aide pratiquement impossible, refusant, malgré des demandes répétées du Conseil de sécurité, de procéder à un recensement et d'enregistrer la population des camps. Il se demande comment la population de Tindouf, dont le nombre et l'identité sont inconnus, peut avoir été considérée comme une population de réfugiés pendant plus de 40 ans alors qu'elle n'a ni les droits ni le statut accordés aux réfugiés.

61. **M. Bessedik** (Algérie), intervenant sur une motion d'ordre, dit que le point de l'ordre du jour à l'examen a trait au Sahara occidental et non à l'Algérie. Le Gouvernement algérien ne doit pas être impliqué de quelque manière que ce soit.

62. **Le Président** rappelle au pétitionnaire de se limiter au point de l'ordre du jour à l'examen.

63. **M. Mahraoui** [Royal Advisory Council for Saharan Affairs (CORCAS)] dit qu'il parle au nom du peuple sahraoui et que personne n'a le droit de dicter ce qu'il peut faire ou dire en ce qui concerne ses compatriotes.

64. **M. Bessedik** (Algérie) dit qu'aux termes du mandat de la Commission, les pétitionnaires n'ont pas le droit de discuter d'une question de leur choix. Le pétitionnaire doit respecter le règlement de la Commission et se limiter au point de l'ordre du jour et à la question à l'examen.

65. **M. Mahraoui** [Royal Advisory Council for Saharan Affairs (CORCAS)], reprenant sa déclaration, dit que pour mettre fin au conflit sahraoui, au drame humain qu'il crée et aux risques qu'il pose pour la région toute entière, la communauté internationale doit faire pression sur le Gouvernement algérien pour qu'il autorise le Front Polisario à participer concrètement aux négociations visant un règlement mutuellement acceptable, au lieu d'insister sur un référendum abandonné par la communauté internationale depuis 2003 pour des raisons techniques relatives aux listes électorales.

66. La majorité des Sahraouis, y compris ceux qui vivent dans les camps de Tindouf, considèrent la proposition d'autonomie du Maroc comme la solution la plus réaliste et la plus juste. Pour les Sahraouis, elle représente la proposition politique qui réconcilie leur propre autodétermination et autonomie avec l'intégrité territoriale et l'unité nationale de leur pays, et elle doit servir de base aux négociations pour mettre fin à l'impasse actuelle, trouver une solution définitive au conflit et permettre aux pays du Maghreb instables de surmonter tous les défis régionaux auxquels ils font face.

67. **M^{me} Bahijoub** (Family Protection) dit que les réfugiés se rendant en Europe et ceux vivant dans des camps en Jordanie et au Liban ont peu en commun avec les réfugiés du Sahara occidental détenus dans les camps de Tindouf, qui n'ont pas le droit de se déplacer et de s'installer dans d'autres pays, alors même que les dirigeants du Front Polisario voyagent un peu partout pour faire campagne en faveur de leur cause en prétendant représenter le peuple sahraoui.

68. Les femmes sahraouies qui se sont évadées des camps de Tindouf ont fait rapport sur les conditions de vie dans les camps. Les violations illégales de la liberté de mouvement sont particulièrement flagrantes : même

le déplacement interne à l'intérieur des camps nécessite une autorisation officielle; le passeport d'une visiteuse sahraouie venant d'Espagne a été confisqué, ce qui l'a de fait privée du droit au retour; les participants aux réunions familiales facilitées par la MINURSO au Sahara occidental sont en général forcés de laisser comme otage un membre de leur famille dans les camps pour garantir leur retour. Ces femmes ont également signalé que les agressions sexuelles étaient très répandues : les mariages forcés de très jeunes filles sont une pratique fréquente, le Front Polisario s'efforçant d'accroître la population sous son contrôle. Certaines des femmes de Tindouf sont même réduites en esclavage, dans un système qui ne fait pas place à la liberté d'expression. Par contraste, au Maroc il existe des organisations de femmes pour défendre leurs droits.

69. En l'absence d'un recensement des habitants des camps – demandé une fois de plus par la résolution 2218 (2015) du conseil de sécurité – la communauté internationale ne peut pas connaître le nombre exact de naissances et de mariages précoces ou de cas de handicaps, de décès et de violence. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés ne peut pas non plus déterminer les besoins de la population en matière d'aide humanitaire et de protection ou surveiller la distribution de l'aide. Pourtant, en 2007 déjà, une mission conjointe d'évaluation réalisée par le Programme alimentaire mondial et le Haut-Commissariat pour les réfugiés avait recommandé de mettre en place un système de distribution plus transparent et responsable et en 2015, l'Office européen de lutte antifraude avait signalé que les autorités algériennes et les dirigeants du Front Polisario détournaient depuis des décennies l'aide humanitaire destinée aux réfugiés sahraouis par.

70. La seule solution viable pour la population des camps de Tindouf est le plan d'autonomie du Maroc, qui commence à être introduit avec succès dans le pays lui-même grâce à la régionalisation. La stabilité et le progrès, tant sociaux qu'économiques, sont évidents dans l'ensemble du Royaume. De plus, le Maroc offre une sécurité dans tout le pays, œuvrant avec des partenaires internationaux pour prévenir et empêcher les actes de terrorisme. En revanche, on trouve dans les camps une jeunesse désenchantée prête à être recruté par des groupes terroristes alors qu'elles pourraient mener une vie pacifique et productive.

71. **M^{me} Walleska Krüger Alves da Costa**, s'exprimant en son propre nom en tant que psychologue clinicienne et coordonnatrice d'un groupe de recherche sur le crime et la violence, prie la communauté internationale d'intervenir pour mettre fin aux souffrances des femmes sahraouies emprisonnées dans les camps de Tindouf. Les femmes sahraouies formées au rôle de dirigeantes sont déchues de leur féminité et de leur identité par la formation idéologique qu'elles reçoivent du Front Polisario, qui vise à attirer des organisations non gouvernementales en se présentant comme une organisation qui donne aux femmes une place dans la hiérarchie sociale et dans l'organisation des camps. Dans le même temps, les femmes sont victimes des violences physiques, y compris le harcèlement sexuel, le viol et l'esclavage.

72. Les persécutions ont été la principale raison ayant poussé plusieurs femmes à s'évader des camps. En effet, une récente étude psychologique sur le terrain a confirmé les nombreuses informations faisant état de femmes sahraouies souffrant d'un profond syndrome post-traumatique, nombre d'entre elles ayant été dissuadées de demander des soins de santé mentale car elles ne pouvaient pas s'exprimer librement. La même étude a révélé que la désorganisation des camps, qui sont divisés en un plusieurs unités très espacées et patrouillées par les milices du Front Polisario, causait un trouble de perception spatiale dans la grande majorité de la population.

73. Si l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale n'appuient pas fermement la proposition d'autonomie du Maroc en tant que solution réaliste au conflit du Sahara occidental, elles ne pourront pas aider la population des camps à surmonter de tels traumatismes et une telle violence et assurer la sécurité psychologique de toute la population du Territoire, comme le prescrit le droit international.

74. **M. El Ahmadi**, s'exprimant en son propre nom en tant que travailleur communautaire à Boujdour, dit que le rapport publié en 2015 par l'Office européen de lutte antifraude – le dernier d'une série de rapports de plusieurs organisations internationales confirmant le détournement systématique de l'aide humanitaire destinée aux camps de Tindouf – n'épargnait pas les dirigeants algériens et ceux du Front Polisario, qui sont accusés de détourner des fonds à leur propre profit. Le rapport décrit en détail comment les dirigeants du Croissant-Rouge algérien et le Front Polisario bénéficient directement de l'aide humanitaire, le

détournement atteignant son maximum avec le prélèvement illégal de taxes algériennes sur les biens achetés localement avec des fonds européens destinés à de tels achats. Ainsi, l'aide européenne n'est non seulement détournée, mais elle sert également à remplir les caisses de s l'Algérie.

75. **M. Bessedik** (Algérie), intervenant sur une motion d'ordre, réitère une fois de plus que la formulation d'accusations contre l'Algérie pendant l'examen d'un point de l'ordre du jour qui n'a rien à voir avec son pays, est inacceptable. Il demande au Président de demander au pétitionnaire de respecter l'ordre du jour.

76. **M. Laassel** (Maroc) dit que, une fois de plus, le délégué algérien a tenté d'employer la même répression avec laquelle son régime traite les réfugiés à Tindouf. Il propose que le pétitionnaire soit autorisé à poursuivre sa déclaration.

77. **Le Président** rappelle aux pétitionnaires qu'ils doivent limiter leurs déclarations à la question à l'examen.

78. **M. El Ahmadi**, reprenant sa déclaration, dit que la fraude orchestrée par le Front Polisario, avec l'aide des autorités algériennes, comprenait la demande de dons additionnels alors que l'aide qui avait été détournée était entreposée dans des entrepôts cachés, la présentation de fausses factures pour la construction réalisée par des prisonniers de guerre marocains non rémunérés et la surestimation du nombre de réfugiés dans les camps de Tindouf.

79. Par conséquent, l'orateur se félicite de la résolution adoptée par le Parlement européen le 29 avril 2015 demandant à la Commission européenne d'éclaircir les mesures prises en réponse aux conclusions du rapport de l'Office européen de lutte antifraude; il que le fait de ne pas enregistrer une population réfugiée pendant une aussi longue période constitue selon lui une situation anormale et unique dans l'histoire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; et prie la Commission de faire en sorte que les individus algériens ou sahraouis dont il est question dans le rapport de l'Office européen de lutte antifraude n'aient plus accès à l'aide financée par les contribuables de l'Union européenne. La résolution demande également à la Commission de réévaluer et d'adapter l'aide de l'Union aux besoins réels de la population concernée et

de garantir que les intérêts et les besoins des réfugiés, population des plus vulnérables, sont satisfaits.

80. La Commission doit également réagir à ces violations abjectes des droits de l'homme les plus fondamentaux de la population des camps de Tindouf et forcer l'Algérie, soi-disant pays hôte, à s'acquitter de ses obligations internationales. Ce faisant, elle mettrait fin au détournement de l'aide et permettrait au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés d'enregistrer ces populations afin de quantifier l'aide nécessaire et leur assurer un minimum de dignité humaine.

81. **M^{me} Baiba** (Forum de la femme pour l'égalité et le développement) déclare qu'elle est née dans les camps de Tindouf, mais qu'elle est partie vivre avec sa famille à Laâyoune, dans sa patrie marocaine. Elle a profité de l'excellent système d'éducation mis en place par le Gouvernement marocain à la fin de l'occupation espagnole pour devenir un ingénieur industriel et elle travaille pour une entreprise multinationale d'énergie propre qui exécute un projet d'énergie éolienne à la périphérie de Laâyoune. En revanche, d'autres Sahraouis de son âge ne peuvent pas contribuer au développement de leur région parce qu'ils demeurent piégés dans les camps de Tindouf et risquent même de subir un lavage de cerveau par le Front Polisario pour devenir des ennemis de leur patrie.

82. **M^{me} Lamine** (Centre Sahara de l'information, des études et des recherches) dit que bien que les pétitionnaires espèrent malgré tout que leur audition devant la Quatrième Commission aidera à résoudre la question de la région du Sahara, chaque année a abouti à une profonde déception. Ceux qui souffrent sont les milliers de femmes, enfants et personnes âgées qui languissent encore dans les camps de Tindouf en Algérie dans des conditions de plus en plus mauvaises. Certains, induits en erreur ou mal informés, disent que la faute repose sur le Maroc. Toutefois, le fait est que depuis qu'il a recouvré la région du Sahara en 1975, le Maroc a dépensé des millions de dollars pour rendre la région habitable, à tel point que celle-ci se trouve dans une situation meilleure que certaines régions du Nord. Étant née et ayant grandi dans la région du Sahara, elle est témoin de l'existence pacifique et heureuse dans les provinces du sud.

83. D'un autre côté, les camps de Tindouf souffrent sous le double joug du népotisme et du despotisme de l'Algérie et du Front Polisario. Les libertés

fondamentales sont totalement réprimées et, loin du regard des médias, l'esclavage, la pédophilie, les détentions arbitraires et les enlèvements sont communs. Les seuls tribunaux sont militaires et quiconque ose critiquer cette dictature d'un autre temps risque d'être enlevé de force, torturé ou assassiné.

84. On pourrait à juste titre dire que le Front Polisario est responsable de cette situation, mais il a commis des crimes dans une zone de non-droit créée et gérée par l'Algérie. Par conséquent, les responsabilités internationales de ce pays sont claires. Comme des organisations non gouvernementales et le Département d'État américain l'ont répété, le Front Polisario gère les camps de réfugiés mais l'Algérie a la responsabilité de protéger les droits de tous les peuples vivant sur son territoire. Toutefois, on est en droit de se demander ce que ce pays peut faire pour des étrangers s'il ne respecte même pas les droits de ses propres citoyens. L'alarme a été sonnée depuis l'état d'urgence déclaré en 1992. Des rapports d'Human Rights Watch et d'Amnesty International décrivent en détail plusieurs violations qui n'ont pas été commises à d'autres endroits de la région, notamment les restrictions de la liberté d'expression et de rassemblement, et l'impunité des auteurs de graves violations des droits de l'homme commises pendant les années 90. Le rapport du Département d'État de 2015, intitulé « Trafficking in Persons Report » mentionne en particulier la traite d'êtres humains, le travail forcé et la traite aux fins d'exploitation sexuelle en Algérie, dont sont notamment victimes les migrants.

85. **M^{me} Ramos** (American Association of Jurists) dit que son association considère le cas du Sahara occidental comme un cas de décolonisation et d'occupation illégale. Conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, le peuple sahraoui a le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. L'occupation militaire et administrative du Territoire par le Maroc est une violation flagrante du droit international, comme l'a confirmé le rejet de la revendication de souveraineté de ce pays par la Cour internationale de Justice en 1975. L'Assemblée générale a constamment condamné l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental par le Maroc, comme souligné dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2002/161) par le Conseiller juridique des Nations Unies; et un avis juridique récemment publié

par l'Union africaine. Outre les violations des droits de l'homme et le climat de répression au Maroc et les conditions inhumaines des prisonniers politiques dans les prisons marocaines, où ils sont torturés et maltraités, la grave situation humanitaire de plus de 160 000 réfugiés sahraouis qui ont fui vers les camps de Tindouf ainsi que l'exploitation illicite et l'extraction du phosphate et des ressources halieutiques à la suite d'accords entre le Maroc et d'autres États ou corporations multinationales sont extrêmement préoccupantes et découlent toutes du colonialisme, de l'occupation et de la violation du droit de l'homme le plus fondamental – le droit à l'autodétermination.

86. L'American Association of Jurists appuie le plan de règlement des Nations Unies de 1990 qui a été accepté par les deux parties comme cadre pour la tenue d'un référendum sur l'autodétermination et la décolonisation. De plus, l'Espagne, que l'American Association of Jurists considère comme la Puissance administrante de droit, pourrait aider à la décolonisation du Sahara occidental. L'American Association of Jurists espère que le Secrétaire général des Nations Unies interviendra pour mettre fin à l'impasse et au mur de silence et mettre en œuvre les résolutions pertinentes, créant ainsi la perspective d'un avenir proche dans lequel le Maroc et le Sahara occidental coexisteraient dans la paix et la fraternité.

87. **M. Vidal**, s'exprimant en son propre nom en tant que journaliste des îles Canaries et doctorant, déclare que ce qui n'a pas changé depuis les 33 années au cours desquelles il a suivi les événements dans la région du Sahara est la structure dictatoriale du Front Polisario, qui fait régner le totalitarisme, le despotisme et la corruption. Bien que les dirigeants aient changé leurs positions et ministères au cours des dernières années pour donner une apparence de démocratie, en réalité leur système est fondé sur la répression, la dénonciation et la surveillance étroite. Les bénéfices et l'aide sont distribués à un cercle fermé comprenant des dirigeants et leur entourage fondé sur des liens de parenté ou des liens tribaux. Il en résulte qu'une minorité vit dans l'opulence alors que la plupart de la population vit dans la privation. En outre, les milices du Front Polisario soumettent la population à un terrorisme psychologique et à des violations répétées des droits de l'homme, notamment en séparant des enfants de leurs familles pour les endoctriner par des discours sur une identité sahraouie imaginaire.

88. Cette politique dictatoriale a été condamnée dans les divers rapports d'organisations non gouvernementales qui ont visité les camps, et qui ont parfois été expulsées pour leurs observations critiques. La situation insoutenable pourrait imploser à tout moment, mettant en danger la vie et les intérêts des milliers de Sahraouis vivant dans les camps où ils sont en butte à l'insécurité et à la pauvreté. Les Nations Unies et la communauté internationale ont donc l'obligation morale et juridique de reconnaître publiquement la dictature du Front Polisario et d'agir en conséquence pour libérer la population à risque.

89. **M^{me} Pellegrin**, s'exprimant en son propre nom en tant que journaliste indépendante, dit qu'elle est profondément préoccupée par le danger que les camps de Tindouf posent non seulement dans leur environnement immédiat, mais dans tout le continent africain. La menace du terrorisme mondial est réellement présente en Afrique, comme le prouvent des groupes tels que Boko Haram et les Chabab. Selon une étude stratégique réalisée en 2012 par CNA, organisation américaine de recherche et d'analyse à but non lucratif, il y a des preuves qu'Al-Qaida au Maghreb islamique s'est infiltré dans les camps de réfugiés sahraouis de Tindouf et que nombre de personnes des camps ont rejoint des groupes terroristes situés au Mali. De plus, un rapport publié récemment par The Inter-University Center for Terrorism Studies a révélé que les attentats terroristes dans la région avaient augmenté de manière alarmante comparé au chiffre record précédent de 2013. Une des nombreuses recommandations tactiques figurant dans le rapport pour inverser la situation était de s'efforcer de résoudre les conflits intrarégionaux, tels que le différend relatif au Sahara occidental et le problème des réfugiés dans les camps en Algérie, qui offrent des ouvertures aux extrémistes.

90. Il est clair que le monde ne paie pas attention à la nouvelle menace terroriste qui prend jour près du Sahara occidental, pas plus que les Nations Unies ne prennent les mesures urgentes nécessaires pour trouver une solution au différend. Refusant de voir les États voisins devenir encore d'autres statistiques terroristes, M^{me} Pellegrin demande à l'Organisation d'apporter la justice à la population des camps. La seule façon d'y parvenir est de mettre en œuvre la proposition marocaine pour l'autonomie, qui offre une solution avantageuse pour tous et pourrait mettre fin à la

menace réelle de l'extrémisme et la destruction dans la région.

91. **M. Laghzal** (Moroccan National Human Rights Council), s'exprimant en son propre nom, dit qu'il a été membre du Front Polisario, mais, qu'après une profonde introspection, il a abandonné l'idée du séparatisme et est parvenu à la conclusion que la réconciliation était le meilleur moyen de surmonter le passé douloureux. Le comité pour l'équité et la réconciliation créé par le Roi du Maroc s'appuie sur les principes de compensation des victimes et de justice transitionnelle. La proposition marocaine d'autonomie a été bien accueillie dans la région du Sahara, où un certain nombre de bureaux des droits de l'homme ont été créés. La société civile sahraouie joue également un rôle important dans le suivi de la situation des droits de l'homme et au cours des récentes élections, les résidents des provinces sahraouies ont voté à un taux plus élevé que le Maroc dans son ensemble. Il demande à ses compatriotes sahraouis qui sont encore membres du Front Polisario de changer d'attitude et de promouvoir constructivement la proposition d'autonomie.

92. **M. Rabbou**, s'exprimant en son propre nom en tant que chef adjoint d'une entreprise d'extraction du sel, dit que la région du Sahara a été complètement transformée depuis 1975, lorsqu'elle avait le taux de développement humain le plus faible du pays du fait de la pauvreté et de l'analphabétisme endémiques. Actuellement, les provinces sont classées parmi les plus élevées du pays en matière d'éducation, de santé, d'alphabétisme et d'accès à l'infrastructure. Le fait que le conflit est une guerre relative aux ressources est une idée erronée très répandue; les provinces ne regorgent pas de ressources et le Maroc a investi bien plus d'argent dans le développement des provinces qu'il n'en a tiré de l'exploitation des ressources naturelles. La contribution financière du Maroc dans l'accord international de gestion des pêcheries a été largement dépassée par les fonds alloués par le Gouvernement marocain au développement du secteur dans la partie australe du Royaume. En outre, l'Accord de partenariat de pêche signé avec l'Union européenne, qui est légal et pleinement conforme au droit international, contient des dispositions au bénéfice des populations locales et, en général, de toute la population marocaine.

93. Toutefois, l'idée erronée la plus répandue est que la région sahraouie est riche en phosphates. Les mines de phosphate de Bu Kraa représentent environ 6 % des

ventes totales de phosphates du pays et seulement 1,6 % de ses réserves prouvées. De plus, un investissement continu de plus de 2 milliards de dollars a été nécessaire pour y maintenir les exploitations minières, ce qui s'est traduit par des pertes opérationnelles pendant 27 ans. Tous les revenus des mines de Bu Kraa – le premier employeur privé dans la région du Sahara – sont réinvestis afin de soutenir l'entreprise et d'améliorer les conditions sociales et économiques des employés et de la région. C'est pourquoi plus de la moitié des employés, y compris 78 % des personnes recrutées entre 2001 et 2011, sont originaires de la région et l'entreprise a beaucoup investi pour développer les compétences des employés et leur fournir, ainsi qu'à leurs familles, les avantages essentiels. Le Maroc s'est lancé dans un programme de développement ambitieux dont doivent bénéficier les provinces de la région du Sahara. L'objectif est de doubler le PIB de ces régions en dix ans, en créant plus de 120 000 emplois et en réduisant de moitié le chômage, l'accent étant mis spécifiquement sur les jeunes et les femmes.

94. **M^{me} Dlimi** (Coordination droits de l'homme à Dakhla) dit que les pétitionnaires qui demandent l'élargissement du mandat de la MINURSO pour suivre ce qu'ils appellent « les violations des droits de l'homme par les autorités marocaines dans le Sahara occidental occupé » se répètent. Ils semblent avoir oublié que le Maroc a adressé une invitation permanente au Conseil des droits de l'homme pour qu'il envoie des représentants dans le pays, alors que l'Algérie a refusé de recevoir toute organisation des droits de l'homme sur son territoire de peur qu'elles exposent les violations quotidiennes commises par le régime contre son peuple et contre les Sahraouis vivant dans les camps de Tindouf. Un exemple notable est l'emprisonnement du chanteur populaire Najm Allal qui avait simplement exprimé dans un chant le ressentiment populaire contre la corruption des autorités administrant les camps.

95. **M. El Baihi** (Forum social pour le développement humain de Laâyoune) déclare qu'il désire informer la Commission du détournement par les milices du Front Polisario et les responsables algériens de l'aide humanitaire destinée aux camps de Tindouf. En tant qu'ancien responsable du Front Polisario, il a personnellement accompagné un convoi de 20 camions transportant de l'aide humanitaire qui était entrée en Algérie dans le port d'Oran. En réalité,

seuls 13 de ces camions avaient atteint Tindouf. Les camions eux-mêmes appartenaient à un général du régime algérien.

96. **M. Bessedik** (Algérie), intervenant sur une motion d'ordre, dit qu'il regrette d'être forcé de soulever la question de manière répétée, mais le point examiné est le Sahara occidental et non les autorités algériennes. Les pétitionnaires devraient se limiter à l'ordre du jour à l'examen. Il note que si le nom d'un pays doit être mentionné dans la discussion, ce devrait être celui du Maroc, qui est la Puissance occupante.

97. **M. Laassel** (Maroc) déclare que l'attitude du représentant de l'Algérie suggère qu'il a quelque chose à cacher. Le témoignage du pétitionnaire concernant le détournement de l'aide humanitaire destinée aux camps de Tindouf est entièrement en rapport avec le point de l'ordre du jour. Il défie le représentant de l'Algérie de produire un seul document des Nations Unies identifiant le Maroc comme la Puissance occupante.

98. **Le Président** rappelle aux orateurs de limiter leurs observations au point de l'ordre du jour.

99. **M. El Baihi** (Forum social pour le développement humain de Laâyoune), reprenant sa déclaration, dit que la possibilité de profiter de l'aide humanitaire détournée est une des principales raisons pour lesquelles le Front Polisario et l'Algérie insistent pour perpétuer le conflit.

100. **M^{me} Brahimi-Bouneb** (Groupe interparlementaire d'amitié Algérie-Sahara occidental) déclare que les crimes commis contre le peuple sahraoui ont été condamnés par toutes les personnes dotées d'une conscience. Le peuple sahraoui s'est débattu pacifiquement pour le retour de ses terres et la reconnaissance internationale de son sort et sa voix ne peut pas être réduite au silence. Elle a visité le « mur de la honte » qui sépare les Sahraouis de leurs proches, et a été témoin de la lutte des femmes sahraouies pour une vie indépendante et digne. Elle demande aux Nations Unies d'organiser le référendum sur l'autodétermination et d'agir pour protéger le peuple sahraoui contre les violations des droits de l'homme et le pillage de ses ressources naturelles. Dans le cadre de sa politique d'appui aux peuples opprimés, l'Algérie n'épargnera aucun effort pour parvenir à une solution juste et permanente qui garantira au peuple sahraoui le droit de déterminer son sort.

101. **M^{me} Hassiba** (Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui), s'exprimant en son propre nom en tant que championne olympique, dit qu'elle se sent obligée de paraître devant la Commission pour dire la vérité sur le Sahara occidental. Au cours de ses nombreuses visites dans les camps de Tindouf, elle a vu que les yeux des enfants innocents étaient pleins d'espoir pour l'avenir. Aussi difficile que soit la vie dans les camps, les réfugiés sont déterminés à maintenir leur indépendance face aux circonstances difficiles. Le reste du Sahara occidental souffre du colonialisme marocain. Le référendum doit être tenu et le peuple du Sahara occidental doit avoir le droit de déterminer son propre sort.

La séance est levée à 13 heures.